

# LA LETTRE D'INFORMATION

## HEBDOMADAIRE

N° 325 DU LUNDI 18 FEVRIER 2019

### FOCUS

STABILITE DE LA DOTATION GLOBALE DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITES EN 2019.....	2
AGRICULTURE EN GUYANE : UNE ENVELOPPE DE 2,5 MILLIONS .....	3
LES FICHES TECHNIQUES : « ENTREPRISE D'OUTRE-MER, CE QUI CHANGE EN 2019 »...	5

## LA TENDANCE

### Plus de visibilité pour les Outre-mer

Un amendement porté par plusieurs députés ultra-marins au projet de loi "L'école de la confiance" a été adopté. Il vise à approfondir l'enseignement autour des Outre-Mer dans toutes les classes de France.

Ce texte, adopté dans la semaine, a été porté par **Gabriel Serville**, député de Guyane mais aussi par plusieurs autres élus dont les réunionnais **Nathalie Bassire**, **Huguette Bello**, **David Lorion** et **Jean-Luc Poudroux**.

Parmi les mesures proposées, se trouvent des dispositions complétant le code de l'éducation relatives "au concours des programmes scolaires à faire connaître la diversité et la richesse des cultures représentées en France en faisant figurer expressément les cultures de la France d'Outre-mer". L'amendement vise à préciser expressément ces cultures de la France d'Outre-Mer. Le but est de "lutter contre l'invisibilité de ces cultures et de ces territoires" et l'objectif est d'avoir des cours autour des Outre-Mer mais aussi la présence sur les cartes affichées dans les salles de classe de l'ensemble des Outre-Mer : les DROM (départements et régions d'Outre-Mer) et les COM (Collectivités d'Outre-Mer). Connaître l'histoire, les cultures, les drapeaux et les positions géographiques des différents territoires d'Outre-Mer fera désormais partie des missions des professeurs dans les écoles de toute la France.

Dans son discours de vœux pour 2018, la ministre des Outre-mer évoquait...le réflexe outre-mer en expliquant que, comme tous les réflexes, cela s'entretient. Il a vocation disait-elle à aller au-delà de notre culture administrative : dans les organigrammes des grands groupes, dans toutes les sphères de la société afin de faire entendre les voix outre-mer dans la conscience nationale.

Rappelons également que, dans l'autre sens si l'on peut dire, des dispositions publiées au Bulletin officiel n° 11 du 16 mars 2017, prévoient une adaptation des programmes nationaux d'histoire et de géographie pour les Outre-mer. Ces adaptations sont entrées en vigueur à la rentrée scolaire 2017. Des éléments de contextualisation, des ajouts ou des substitutions permettent de mieux prendre en compte les spécificités de ces territoires.

Artifice pour les uns, symbolique pour les autres, cette nouvelle disposition ne peut en tout cas que concourir à une meilleure connaissance des Outre-mer, ce dont nous ne pouvons que nous féliciter.

## DU CÔTÉ DU SÉNAT

### Colloque le 20 février prochain : l'engagement des femmes Outre-mer

Ce colloque est organisé par la Délégation sénatoriale aux outre-mer et par la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars. Il aura lieu au Sénat, salle Clémenceau à partir de 14h30

Pour s'inscrire :

[http://www.senat.fr/evenement/colloque/outre-mer/lengagement\\_des\\_femmes\\_outre\\_mer.htm](http://www.senat.fr/evenement/colloque/outre-mer/lengagement_des_femmes_outre_mer.htm)  
!

## DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

### Annick Girardin annonce le transfert au Pays de la gestion des aéroports de Bora Bora, Rangiroa et Raiatea

Alors qu'un nouveau concessionnaire pour la gestion de l'aéroport de Tahiti doit être prochainement nommé, l'Etat, par la voie d'un amendement déposé au Sénat, a précisé le cadre juridique de cette future concession. La ministre des Outre-mer a affirmé que "l'État procédera, d'ici à 2020, au transfert au Pays de la propriété et de la gestion" des aéroports de Bora Bora, Rangiroa et Raiatea.

[https://www.tahiti-infos.com/Girardin-annonce-le-transfert-au-Pays-de-la-gestion-des-aerodromes-de-Bora-Bora-Rangiroa-et-Raiatea\\_a179121.html](https://www.tahiti-infos.com/Girardin-annonce-le-transfert-au-Pays-de-la-gestion-des-aerodromes-de-Bora-Bora-Rangiroa-et-Raiatea_a179121.html)

## DU CÔTÉ DE L'UNION EUROPÉENNE

### L'Union européenne interdit la pêche électrique à compter du 30 juin 2021

La pêche électrique sera complètement interdite à partir du 1er juillet 2021. Après trois ans de lutte sur la scène européenne, les trois

institutions européennes (la Commission, le Conseil et le Parlement) se sont entendues, tard dans la nuit du mercredi 13 février, sur l'avenir de la pratique dans les eaux communautaires. Une date qui doit « garantir une période de retrait progressif pour permettre au secteur de s'adapter » assure le commissaire européen en charge de la pêche, **Karmenu Vella**.

« C'est une avancée historique » se félicite **Younous Omarjee**, député de la Gauche unitaire européenne (GUE), artisan du basculement du Parlement européen en faveur de l'abolition.

<http://www.lefigaro.fr/sciences/2019/02/14/01008-20190214ARTFIG00057-la-peche-electrique-sera-interdite-en-europe-en-2021.php>

## COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

### La dotation globale de l'État aux collectivités stable en 2019

Le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) attribuée aux communes et départements sera maintenu en 2019 à 27 milliards d'euros. Selon le président du CFL (Comité des Finances locales), **André Laignel**, un total de 19 500 communes sur 35 000, devraient en fait voir leur dotation forfaitaire baisser en 2019. « Cet engagement de stabilité, reconduit en loi de finances pour 2019, met un terme aux minorations de dotations du quinquennat précédent », soulignent les ministres de la Cohésion des territoires, **Jacqueline Gourault**, et des Collectivités territoriales, **Sébastien Lecornu**, dans un communiqué. La DGF, principale dotation financière de l'État aux communes, intercommunalités, départements, avait baissé de 11,5 milliards d'euros de 2014 à 2017. Les chiffres du CFL sont basés, selon le gouvernement, sur des données « partielles et provisoires ». « Cette stabilité des dotations de fonctionnement s'entend de leur montant global », soulignent les ministres. « Les attributions individuelles pour 2019, qui seront communiquées fin mars 2019, sont amenées à varier comme chaque année (...) afin d'orienter

*une part plus importante de la DGF vers ceux qui en ont le plus besoin », notent-ils.*

<https://www.weka.fr/actualite/finances-locales/article/la-dotation-globale-de-l-etat-aux-collectivites-stable-en-2019-79436/>

## Coopération entre la Région Ile de France et la Région Réunion

La présidente de la Région Île-de-France et son Vice-Président **Patrick KARAM** à l'origine de cette convention, se rendront à La Réunion à la fin du mois, (du 26 au 28, dates à confirmer) dans le cadre d'échanges avec la Région Réunion. Des actes forts de coopération vont être mis en œuvre par **Valérie Péresse** et **Didier Robert**, qui profiteront aux Réunionnais se rendant en métropole sur le territoire de la région Île-de-France, notamment dans le cadre de la continuité territoriale et de la mobilité des jeunes. De son côté, **Valérie Péresse** est très intéressée par le "vivre ensemble" réunionnais, et espère en tirer des enseignements applicables à l'Île-de-France.

[https://www.clicanoo.re/Politique/Article/2019/02/13/Valerie-Pecresse-La-Reunion-fin-fevrier\\_567260](https://www.clicanoo.re/Politique/Article/2019/02/13/Valerie-Pecresse-La-Reunion-fin-fevrier_567260)

## Vers un premier accord commercial entre la Nouvelle Calédonie et le Vanuatu

Le gouvernement a signé son premier projet d'accord commercial avec le Vanuatu à Nouméa lors du premier sommet économique entre les deux pays : un accord bilatéral permettant la fluidité d'échanges économiques et commerciaux entre les deux archipels. Cette coopération économique passe par l'établissement d'une liste provisoire de produits exportables ou encore d'échanges de services.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/premier-accord-commercial-entre-nouvelle-caledonie-vanuatu-679789.html>

## Agriculture en Guyane : une enveloppe de 2,5 millions pour apporter du soutien technique aux agriculteurs guyanais

Une aide d'un montant de 2,5 millions a été versée par les services de l'Etat en Guyane au secteur agricole. C'est une mesure qui figurait dans le plan d'urgence pour la Guyane. En avril dernier, les professionnels de l'agriculture ont obtenu l'engagement d'un plan de financement de 2,5 millions afin de pallier le manque d'encadrement technique et administratif du secteur agricole. La chambre d'agriculture de Guyane animera ce plan d'action et en assurera la gouvernance avec la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt.

<http://outremers360.com/economie/agriculture-en-guyane-une-enveloppe-de-25-millions-pour-apporter-du-soutien-technique-aux-agriculteurs-guyanais/>

## Le Président de la Polynésie appelle l'État à « avoir une politique proactive » dans le Pacifique

Reçu par **Richard Ferrand**, le président de la Polynésie **Édouard Fritch** a appelé l'État à « avoir une politique proactive » dans le Pacifique. Il a également évoqué la réforme ou « toilettage » du statut d'autonomie de la Polynésie française qui sera débattu ce mercredi au Sénat.

Rappelant le Brexit qui fera de la France « la seule nation (européenne, ndlr) présente dans cette zone du monde », **Édouard Fritch** a appelé l'État à « avoir une politique proactive car nous avons, avec la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie, la zone maritime la plus importante » dans le Pacifique. « Il y a là un sujet qu'il faut développer » a-t-il poursuivi, « le président Macron a déjà beaucoup parlé de l'économie bleue, des richesses que peut nous apporter cet océan Pacifique avec la pêche, l'aquaculture, la perliculture, les terres rares. Il y a effectivement là un sujet sur lequel il faut aller plus en avant avec l'État ». **Édouard Fritch** s'est également entretenu du sujet du toilettage du statut avec le président de l'Assemblée nationale. Enfin,

**Édouard Fritch** s'est également exprimé sur la demande de défiscalisation de la compagnie Air Tahiti Nui pour l'achat de deux de ses quatre nouveaux appareils : « *nous avons des échos positifs de Bercy* » assure-t-il, sans toutefois avoir pour l'heure « *confirmation* ».

<http://outremers360.com/politique/le-president-de-la-polynesie-appelle-letat-a-avoir-une-politique-proactive-dans-le-pacifique/>

## **Nomination à la Préfecture de Saint-Barthélemy et Saint Martin**

**Mikaël Doré**, sous-préfet hors classe, a pris ses fonctions de Secrétaire Général de la préfecture de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin depuis hier. Il remplace **Régine Pam** qui assurait cette fonction depuis un an.

<https://www.le97150.fr/societe/nomination-a-la-prefecture.html>

\* \*

\*

## VIE DE LA FEDOM

### Agenda

- Le Conseil d'Administration de la FEDOM se tiendra le 26 février prochain à l'hôtel des arts et métiers. Les commissions auront lieu la veille dans les locaux de la FEDOM.
- L'Assemblée Générale de la FEDOM se tiendra le 15 mai 2019.

### Mission de la FEDOM en Martinique et Guadeloupe

Jean-Pierre PHILIBERT et Laurent RENOUF se sont rendus aux Antilles du 10 au 16 février pour rencontrer les adhérents de la FEDOM et les organisations professionnelles. L'objectif était de faire le point sur les dossiers économiques et législatifs et de présenter les fiches techniques à destination des entrepreneurs ultramarins « *Entreprise d'Outre-mer, ce qui change en 2019* ».

Ce déplacement a aussi permis de rencontrer les élus et les principales administrations. Un point tout particulier a été fait le 13 février sur la thématique du nautisme et de la plaisance organisé par notre adhérent Martinique Yachting Association avec les services de l'État, les élus et les professionnels de la filière nautisme.

### Découvrez les fiches techniques de la FEDOM : « *Entreprise d'Outre-mer, ce qui change en 2019* »

La FEDOM met à disposition de ses adhérents un document unique récapitulant toutes les modifications pour les entreprises d'outre-mer après le vote du PLF et du PLFSS pour 2019. Ces fiches techniques à visée pédagogique sont classées selon trois grands thèmes afin de les rendre plus accessibles : 1) modifications fiscales 2) modifications sociales 3) dispositifs zonés et se présentent toujours sur le même schéma : droit antérieur, modifications pour 2019, évolutions possibles.

Elles sont téléchargeables via les codes d'accès réservés aux adhérents de la FEDOM en format compilé ou fiche par fiche. A noter que ces fiches numériques feront l'objet d'ajustements,

notamment lorsque les décrets d'application seront connus.

<https://fedom.org/2019/02/12/fiches-techniques-entreprises-outre-mer-2019/>

## LA FEDOM DANS LA PRESSE

### Jean-Pierre PHILIBERT, invité du journal télévisé sur ATV (12.02.2019)

Voir la vidéo : <https://viaatv.tv/linvite-du-12022019/>

### Interview radio de Jean-Pierre Philibert sur Martinique1ère (15.02.2019)

Ecouter l'interview en images :

<https://www.youtube.com/watch?v=NVVah3eozSk&feature=youtu.be&sfns=mo&app=desktop>

## VIE DES ADHÉRENTS

### Salon de l'Agriculture : la CCISM offre des invitations aux professionnels

Pour l'édition de 2019, du 23 février au 3 mars, Saint-Martin sera représenté par la CCISM aux côtés de Saint Pierre et Miquelon et de Wallis et Futuna sur le stand de l'ODEADOM (Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer). **Dorvan Cocks**, vice-président de la CCISM et agriculteur sera accompagné d'**Emmanuel Gimenez** afin de faire la promotion de leurs productions locales (viande, liqueur de Guavaberry, confitures et miel).

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/27538/ccism/salon-de-lagriculture-la-ccism-offre-des-invitations-aux-professionnels>

### Trophée Entreprise & Territoire : la présentation avec Dominique Vienne

Le président de la Confédération des petites et moyennes entreprises explique l'importance du Trophée Entreprise & Territoire. "Dans ce moment particulier que vit la France et La Réunion, tout le monde demande de la fierté, de

*l'emploi local. Cet événement est une réponse. La dynamique a commencé il y a trois ans et a permis à des entreprises, quels que soient leur taille ou leur secteur d'activité de pouvoir s'inscrire dans une démarche où on valorise ce qu'on fait de bon pour le territoire."*

Voir son interview en intégralité : <https://www.linfo.re/la-reunion/societe/trophee-entreprise-territoire-la-presentations-avec-frederic-vienne>

## **La CCISM publie ses statistiques : plus d'entreprises créées, moins d'entreprises radiées**

La chambre de commerce (CCISM) a diffusé mercredi les statistiques du nombre d'entreprises enregistrées en Polynésie pour l'année 2018. Signe d'une bonne activité économique, le nombre d'immatriculations d'entreprises a progressé de +12% et celui des radiations a baissé de -6%.

En progression constante ces trois dernières années, le nombre des entreprises actives a atteint 27 801 au 31 décembre dernier. Entre 2017 et 2018, le nombre d'immatriculations d'entreprises a augmenté de +12% et celui des radiations a baissé de -6%. Dans le détail, les entreprises ont majoritairement été créées dans le secteur des « services » (1 624), puis des « métiers » (1 233), ensuite du commerce (646) et dans une moindre mesure de l'industrie (51).

<https://www.radio1.pf/plus-dentreprises-creees-moins-dentreprises-radiees/>

## **Air Caraïbes veut lancer des vols charters vers les USA à partir du 1er avril 2019**

La compagnie aérienne Air Caraïbes a déposé le 7 janvier 2019 une demande d'autorisation auprès du ministère américain des Transports (DoT) pour lancer à partir du 1er avril 2019 des vols charters vers les USA. Cette information intervient dans un contexte aérien qui bouge entre l'Amérique du Nord et les Antilles, au lendemain de l'annonce du retrait des Antilles de la compagnie Norwegian. Dans un entretien

publié par TourMag, le président du directoire d'Air Caraïbes Patrick Malval était resté toutefois vague sur l'ouverture de nouvelles lignes en 2019.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/air-caraibes-veut-lancer-vols-charters-usa-partir-du-1er-avril-2019-679717.html>

## **Patrick Bagur : « Le code du travail : un amoncellement de "conquis" sociaux »**

La révision du code du travail est une des priorités du président du Medef de Polynésie Française « *Le code du travail est un amoncellement de conquies' sociaux* », regrette **Patrick Bagur**. L'organisation patronale souhaite aussi ouvrir le dialogue sur le système de pré-retraite, qu'elle juge aujourd'hui trop contraignant pour les salariés qui seraient intéressés par une retraite anticipée.

Lire l'interview : [https://www.tahiti-infos.com/Patrick-Bagur-Le-code-du-travail-un-amoncellement-de-conquis-sociaux\\_a179086.html](https://www.tahiti-infos.com/Patrick-Bagur-Le-code-du-travail-un-amoncellement-de-conquis-sociaux_a179086.html)

## **VIE DES PARTENAIRES**

**Entretien avec Marie-Anne Poussin-Delmas, Directrice Générale de l'IEOM : « Dans les économies ultramarines, l'investissement public est un moteur de croissance essentiel ».**

Lire son interview : <https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/economie/dans-les-economies-ultramarines-l-investissement-public-est-un-moteur-de-croissance-essentiel-508935.php>

**Emploi Outre-mer : le SMA et Pôle Emploi renouvellent leur partenariat pour améliorer l'insertion des volontaires**

Une semaine après la présentation du projet SMA2025, le Général **Thierry de Ladoucette**

commandant du SMA (Service Militaire Adapté) a renouvelé le partenariat avec Pôle Emploi représenté par **Jean Brasseres**, son directeur général. Initié pour la première fois en 2012, ce partenariat s'inscrit dans les nouveaux objectifs fixés par le SMA, à savoir le développement de l'employabilité des jeunes, l'intégration du numérique, le renforcement de l'offre de formation. Ce renouvellement de partenariat vise à intégrer les services numériques de Pôle emploi en soutien du parcours d'insertion des volontaires (espace candidat, recherches et CV en ligne, emploi store...) et renforcer la coordination à la sortie du dispositif, en particulier pour les jeunes sans solution d'insertion.

De façon concrète, 15 cadres du SMA sont ainsi nommés référents numériques pour accompagner les volontaires. Le dispositif concerne l'ensemble des régiments ultramarins où il existe des services de Pôle Emploi.

<http://outremers360.com/economie/emploi-outre-mer-le-sma-et-le-pole-emploi-renouvellent-leur-partenariat-pour-ameliorer-linsertion-des-volontaires/>

\* \*

\*

## BRÈVES

**La Réunion : la production « pei » veut séduire les grandes surfaces de métropole**

"On sera plus que visible", se réjouissait hier **Jean-François Bègue**, chargé de mission à la chambre d'agriculture, lors de la présentation du Village Réunion qui prendra place au Salon international de l'agriculture, du 23 février au 3 mars à Paris. Pour la deuxième année consécutive, La Réunion y bénéficiera d'une représentation d'envergure avec 600m<sup>2</sup> de stands, contre 150m<sup>2</sup> auparavant. L'objectif de l'investissement est d'augmenter les exportations de produits locaux. L'année dernière plus de 675 000 visiteurs, dont 33 000 professionnels, avaient arpenté les allées du Salon. Une ambition dont le premier pas devrait se conclure bientôt, par la signature d'un nouveau partenariat avec le réseau de grande distribution E. Leclerc de Normandie et de Bretagne. Les 37 enseignes qu'il compte dans ces régions présenteront des produits de l'île dans leurs rayons.

**Des aides pour des projets de développement durable à Mayotte**

L'Ademe et l'Europe via la préfecture présentent des appels à projet liés au photovoltaïque, à l'économie d'énergie et à l'économie circulaire pour inciter à l'accomplissement de projets de développement durable à Mayotte. Pour de plus gros projets, supérieurs à 100 000€ et sur un maximum de trois ans, d'autres aides européennes existent via le Feder. L'idée est « *d'augmenter la part du renouvelable dans le mix énergétique à Mayotte qui reste trop faible* » indique **Pierre Tremblé**, de la préfecture, qui souligne que l'enveloppe pour ces projets s'élève à 1,1 million d'euros. Ces fonds visent les collectivités, entreprises, sociétés publiques et SEM. L'enveloppe permet un subventionnement à hauteur de 65% maximum, sur remboursement de factures. Il n'y a donc pas de cumul possible avec l'Ademe, qui vise des

projets plus modestes, mais avec un taux de participation plus important.

<https://lejournaldemayotte.yt/2019/02/15/des-aides-pour-des-projets-de-developpement-durable/>

**Innovation en Outre-mer : le futur pôle de compétitivité « Audacia Technopole Caraïbes » mis en place**

Tourné vers les hautes technologies et la recherche, le futur pôle de compétitivité Audacia Technopole Caraïbes aura pour principaux objectifs de créer un écosystème capable de favoriser les synergies et les coopérations entre les acteurs de l'innovation, développer une économie locale de l'innovation grâce à des pôles de hautes technologies, de formations et de recherches et de favoriser l'émergence d'une vie technopolitaine conviviale grâce à des espaces de vie sains et végétalisés.

Cette technopole regroupera sur 25 hectares en plus de la pépinière d'entreprises déjà présente, un village des entreprises du numérique, une école d'ingénieurs, un Palais des Congrès, des commerces et des services. A terme, ce pôle de compétitivité permettra la création de 3 000 emplois. Le démarrage des travaux sont prévus au 3ème trimestre 2019.

<http://outremers360.com/economie/innovation-en-outre-mer-le-futur-pole-de-competitivite-audacia-technopole-caraibes-mis-en-place/>

**Le Grand Port de la Martinique renoue avec la croissance**

Après trois années en baisse, le grand port maritime de la Martinique renoue avec la croissance en repassant en 2018 la barre symbolique des 3 millions de tonnes. Le nombre d'escales atteint son plus haut niveau avec plus de 1929 touchés. Tous les secteurs sont en hausse notable, à l'exception du vrac pétrolier, qui enregistre une troisième baisse consécutive.

Source : *le Marin*

## **En Guyane, le trafic maritime dopé par les grands chantiers**

Après un exercice 2017 marqué par la longue crise sociale, le grand port maritime de Guyane a renoué avec la croissance en 2018. Le trafic total de marchandises s'est élevé à 848 693 tonnes, en progrès de 5.41% par rapport à 2016. Les importations s'élevaient à 747 972 tonnes, soit 88.13% du global. Le terminal de Degrad a accueilli 230 navires. Un chiffre en progression de 9% grâce aux escales en fin d'année des supplies dédiés à la campagne d'exportation du groupe pétrolier Total. Toutes les catégories de fret sont orientées à la hausse.

Source : *le Marin*

départementale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment et des travaux publics de La Réunion (n° 0627)

Arrêté du 11 février 2019 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective des employés, techniciens et agent de maîtrise (ETAM) du bâtiment et des travaux publics de la Guadeloupe (n° 3144)

### **JO du 17.02.2019**

Avis de vacance d'un emploi de directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Guyane

## **JOURNAL OFFICIEL**

### **JO du 15.02.2019**

Arrêté du 11 février 2019 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective des ouvriers du bâtiment et des travaux publics de La Réunion (n° 2389)

Arrêté du 11 février 2019 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective départementale des ingénieurs assimilés et cadres du bâtiment et des travaux publics de La Réunion (n° 0771)

### **JO du 16.02.2019**

Arrêté du 14 janvier 2019 accordant un permis exclusif de recherches de mines d'or et substances connexes (argent, platine, métaux de la mine de platine, cuivre, cérium, scandium et autres éléments de terres rares, zinc, plomb, chrome, nickel, bismuth, tellure et diamant) dit « Permis NEM 5 » (Guyane) à la société par actions simplifiée Newmont LaSource (rectificatif)

Arrêté du 11 février 2019 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective